



Motion

[Appel des membres de la section 36 du Comité national de la recherche scientifique à faire barrage à l'extrême droite aux 2^e tour des élections législatives](#)

L'extrême droite est arrivée très largement en tête du premier tour des élections législatives. À l'approche du second tour des élections législatives, les membres de la section 36 s'alarment et mettent en garde contre une victoire de l'extrême droite.

Comme la C3N du Comité national de la recherche scientifique, l'Association française de sociologie et l'Association des sociologues enseignant.es du supérieur, les membres de la section 36 rappellent que l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir constituerait un très grave danger pour la communauté académique et ses personnels. Une victoire de l'extrême droite au deuxième tour des législatives et la formation d'un gouvernement issu de l'extrême droite auraient des conséquences désastreuses sur la recherche scientifique française et nuiraient à sa capacité de réponse aux grands défis de notre temps.

Dans un monde de bouleversements sociaux, technologiques, climatiques, il est crucial que la parole scientifique soit entendue et éclaire l'action publique. Les partis d'extrême droite ont montré, par exemple à l'occasion de la crise du Covid-19, leur rejet des acquis de la science avec des prises de position contraires à la rationalité scientifique. Les sciences sociales, en particulier, sont les premières à subir ces assauts. Plus généralement, la remise en cause de la recherche par les partis d'extrême droite, qui n'hésitent pas à s'appuyer sur des discours complotistes (par exemple sur les problématiques environnementales ou migratoires), va à rebours de nos valeurs d'émancipation collective. C'est un accès éclairé à la complexité des phénomènes sociaux qui est aujourd'hui en jeu. En effet, nous souhaitons insister sur la nécessité d'une recherche scientifique qui soit fondamentalement libre et autonome. C'est le principe de la liberté académique. Comme on l'a vu ces dernières années en Pologne ou en Hongrie, les gouvernements nationalistes ont réformé de façon autoritaire les universités, coupé les ressources publiques à des centres de recherche non conformes politiquement, disqualifié les sciences sociales critiques, entraînant une dégradation notable de la place de ces deux pays dans la recherche internationale ainsi qu'une émigration vers l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord et partout où étudiant·es et chercheur·es pouvaient étudier, chercher, enseigner, en toute liberté.

Les membres de la section 36 sont convaincu·es que la recherche scientifique doit rester mondiale. Elle est intrinsèquement liée à la collaboration internationale et passe notamment par l'accueil en France d'étudiant·es et chercheur·es de toutes origines, à l'opposé des politiques migratoires de fermeture qui sont prônées par l'extrême droite.

Dans cette situation inédite et grave, la section 36 appelle la direction du CNRS à prendre clairement position contre l'extrême-droite ; elle engage à la mobilisation de la communauté de la recherche et de la population pour voter, le 7 juillet 2024, contre les partis d'extrême-droite ; et réaffirme son attachement à une recherche scientifique publique forte, indépendante et ouverte sur le monde.

Motion adoptée le 2 juillet 2024 à l'unanimité

18 votants : 18 pour, 0 contre, 0 abstention

Sébastien MICHON

Président de la Section 36

Destinataires :

- Madame Sylvie RETAILLEAU, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Monsieur Antoine PETIT, président-directeur général du CNRS
- Monsieur Alain SCHUHL, directeur général délégué à la science du CNRS
- Mesdames les directrices et messieurs les directeurs des Instituts du CNRS
- Monsieur Olivier COUTARD, président du Conseil scientifique du CNRS
- Mesdames les présidentes et messieurs les présidents des Sections et des CID du Comité national de la recherche scientifique
- Mesdames les présidentes et messieurs les présidents des Conseils scientifiques d'instituts